

(Belgique, Danmark, France, Norvège, Royaume-Uni et Suède)

“FODIB”

E-mail : fodib14@yahoo.fr

CONTRIBUTION DU FORUM DES DIASPORAS BURUNDAISES (FODIB)

La diaspora burundaise réunie dans le FODIB se réjouit du lancement des négociations inclusives interburundaises sous la médiation ougandaise et africaine.

FODIB suit attentivement la situation burundaise et a été toujours l'ambassadeur privilégié du peuple burundais en Europe surtout dans ces moments où le pouvoir massacre son peuple.

FODIB a toujours apporté sa pierre dans la construction de la maison Burundi. Il ne peut pas se priver le devoir d'apporter sa contribution aux négociations qui vont bientôt commencer à Arusha.

La FODIB estime qu'il y a des préalables, des lignes rouges à ne pas franchir dans l'intérêt du peuple burundais.

1. Tenant compte des massacres organisés par Nkurunziza et sa clique qui sont en cours, la sortie de Nkurunziza est un préalable. Il ne pourrait en aucun cas diriger la transition;
2. Tenant compte de ces massacres généralisés, aucune impunité ne devrait être acceptée.
3. La présence des troupes étrangères est impérative juste au début des négociations pour permettre la mise en exécution des conclusions de ces négociations et aussi de protéger le peuple burundais contre une éventuelle vengeance de Nkurunziza au moment où il va comprendre qu'il doit quitter le pouvoir.

4. Des mécanismes doivent être prévus pour que tous les membres des corps de défense et de sécurité qui se sont impliqués dans les tueries soient écartés et punis. Il faudra également envisager une refonte de la police, des services de renseignement et de l'armée pour qu'aucun politicien ne puisse avoir des bases dans ces corps. Préalablement, il faut démenteler la milice Imbonerakure qui remplace les forces de défense et de sécurité, l'arrêt effectif de l'insécurité généralisée (assassinats, jets de grenade, embuscades, enlèvements, disparitions, fouilles perquisitions sans aucun mandat), et revoir le Service National de Renseignement devenu un escadron de la mort.
5. Le FODIB est convaincu que l'absence de la justice favorise des crimes financiers et de sang. Le FODIB demande aux négociateurs de discuter sur une indépendance de la magistrature par des promotions internes de la magistrature et non des nominations par le pouvoir ainsi qu'une participation du syndicat des magistrats dans ces promotions internes.
6. Conscient que l'alternance au pouvoir est le grand problème africain, FODIB recommande aux négociateurs d'inscrire noir sur blanc dans la constitution que la clause que personne ne pourra diriger le Burundi plus de 10ans ne pourra jamais être modifiée. Même tout changement de constitution devra reprendre cette clause.
7. Pour lutter contre l'impunité, il devrait y avoir des mécanismes prévoyant une autorisation permanente à la CPI et à la cour africaine de justice de mener des enquêtes sur des tueries à la saisine d'au moins trois associations de la société civile. En cas de faits avérés, une cour spéciale devra être mise en place par la magistrature, la société civile et l'ordre des avocats pour 50% et les 50 % par des magistrats africains de la cour africaine de justice.
8. La transparence est indispensable pour le bon fonctionnement d'un pays. Le FODIB demande aux négociateurs de se pencher sur la transparence dans les dépenses de l'Etat. Rendre accessible à la société civile, aux journalistes et chercheurs toutes les dépenses de l'Etat en détail et permettre le suivi de l'octroi des marchés publics de A à Z par la société civile.
9. FODIB demande une libération de tous les prisonniers politiques, d'opinions et de la société civile.

10. FODIB demande aux négociateurs d'exiger la réouverture de tous les médias indépendants endommagés et fermés par le pouvoir de Nkurunziza.

11. Compte tenu de la souffrance du peuple burundais, FODIB demande aux négociateurs de ne pas éterniser les négociations. Les intérêts du peuple priment sur ceux des négociateurs.

Pour le FODIB,

Oscar BUTARE , Président

